

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Larocque, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2018-01-10
(Date)

Signature



Josée Larocque, trésorière Date

2018-05-01

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande Allée Est, Bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2018-05-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Revenus				
Taxes	1	50 344 442	51 029 175	49 229 965
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 350 000	1 288 195	1 274 726
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 983 300	1 830 129	1 673 359
Services rendus	5	1 633 525	1 815 394	1 693 767
Imposition de droits	6	1 562 000	2 353 741	1 980 346
Amendes et pénalités	7	109 200	130 224	175 859
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	105 500	215 395	250 004
Autres revenus	10	2 935 000	4 300 539	3 743 793
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	61 022 967	62 962 792	60 021 819
Charges				
Administration générale	14	33 124 382	30 576 620	29 641 794
Sécurité publique	15	220 344	203 573	223 030
Transport	16	6 141 564	7 273 559	6 443 879
Hygiène du milieu	17	1 821 839	3 252 943	3 056 387
Santé et bien-être	18	98 990	240 559	339 693
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 378 245	2 807 038	1 117 241
Loisirs et culture	20	4 885 236	8 631 780	8 292 780
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 840 799	3 921 409	4 227 118
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	52 511 399	56 907 481	53 341 922
Excédent (déficit) de l'exercice	25	8 511 568	6 055 311	6 679 897
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		73 268 824	66 588 927
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		73 268 824	66 588 927
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		79 324 135	73 268 824

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 045 987	11 615 365
Débiteurs (note 5)	2	31 104 330	34 823 523
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	50 150 317	46 438 888
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 349 031	7 834 743
Revenus reportés (note 12)	12	902 746	527 520
Dette à long terme (note 13)	13	118 933 844	124 664 969
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	125 185 621	133 027 232
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(75 035 304)	(86 588 344)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	152 503 628	157 962 030
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 413 333	1 547 676
Stocks de fournitures	19	337 645	302 867
Autres actifs non financiers (note 17)	20	104 833	44 595
	21	154 359 439	159 857 168
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	79 324 135	73 268 824

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 511 568	6 055 311	6 679 897
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	7 935 000 ) (	2 144 165 ) (	2 297 084)
Produit de cession	3		88 399	9 349
Amortissement	4		7 551 967	7 528 078
(Gain) perte sur cession	5		(37 799)	(9 349)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(7 935 000)	5 458 402	5 230 994
Variation des propriétés destinées à la revente	8		134 343	121 198
Variation des stocks de fournitures	9		(34 778)	61 562
Variation des autres actifs non financiers	10		(60 238)	64 888
	11		39 327	247 648
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	576 568	11 553 040	12 158 539
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(86 588 344)	(98 746 883)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(86 588 344)	(98 746 883)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(75 035 304)	(86 588 344)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 055 311	6 679 897
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 551 967	7 528 078
Autres			
- Gain sur disposition d'actifs	3	(37 799)	(9 349)
-	4		
	5	13 569 479	14 198 626
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 719 195	(1 684 826)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(2 485 714)	(3 436 473)
Revenus reportés	9	375 226	(20 169)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	134 343	121 198
Stocks de fournitures	12	(34 778)	61 562
Autres actifs non financiers	13	(60 238)	64 888
	14	15 217 513	9 304 806
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 144 165)	(2 297 085)
Produit de cession	16	88 399	9 349
	17	(2 055 766)	(2 287 736)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	920 000	21 145 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 058 312)	(6 314 640)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(10 885 281)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	407 187	50 298
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(5 731 125)	3 995 377
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	7 430 622	11 012 447
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	11 615 365	602 918
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	11 615 365	602 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	19 045 987	11 615 365

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût unitaire pondéré.

Immobilisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Amortissement:

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Taux

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	de 2,5 % à 10,00 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,00 %
Ameublement et équipement de bureau	de 5,0 % à 20,00 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5,0 % à 10,00 %

Moins-value:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

F) Revenus**Constatacion des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 063 589	5 615 365
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 15 982 398	6 000 000
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 19 045 987	11 615 365
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 12 550 596	160 994
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 502 660	2 922 530
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	3 603
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 26 292 746	26 706 787
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 395 021	283 820
Organismes municipaux	15	790 809
Autres		
- Droits de mutation et autres	16 1 913 903	2 965 710
- Autres	17	1 150 264
	18 31 104 330	34 823 523
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 24 352 425	25 184 626
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 24 352 425	25 184 626
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 249 832	276 579
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	251 708	244 868
Autres régimes (REER et autres)	41	214 587	179 621
Régimes de retraite des élus municipaux	42	13 628	22 916
	43	479 923	447 405

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 22 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,2 %). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 22 102 294 \$, portant intérêt au taux préférentiel (3,2%). Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 394 688	2 775 564
Salaires et avantages sociaux	48	1 318 621	1 317 049
Dépôts et retenues de garantie	49	319 224	442 542
Provision pour contestations d'évaluation	50	180 299	322 426
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Acomptes vente de terrains	53	57 699	134 067
- Organismes municipaux	54		1 720 783
- Intérêts courus à payer	55	1 078 500	1 122 312
-	56		
-	57		
	58	5 349 031	7 834 743

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	74 196	126 927
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	356 751	116 159
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65	74 560	
Autres			
- Autres recettes reportées	66	397 239	284 434
-	67		
-	68		
-	69		
	70	902 746	527 520

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,50	2018	2025	71	119 824 300	125 926 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2019	2019	75	4 205	5 519
Organismes municipaux			2020	2020	76	74 401	108 999
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	119 902 906	126 041 218
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(969 062)	(1 376 249)
					81	118 933 844	124 664 969

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	7 856 000	98	107	30 849	115	7 886 849
2019	83	91	7 569 500	99	108	28 657	116	7 598 157
2020	84	92	7 274 100	100	109	19 100	117	7 293 200
2021	85	93	7 209 700	101	110		118	7 209 700
2022	86	94	6 779 200	102	111		119	6 779 200
2023 et +	87	95	83 135 800	103	112		120	83 135 800
	88	96	119 824 300	104	113	78 606	121	119 902 906
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	119 824 300	106	114	78 606	123	119 902 906

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(75 035 304)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(75 035 304)
		(86 588 344)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	23 810 550	156	112 362	183	71 854	210	23 851 058
Eaux usées	129	26 796 873	157	112 453	184	(108 718)	211	27 018 044
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	51 155 439	158	1 305 497	185	99 907	212	52 361 029
Autres	131	22 700 138	159	496 927	186	(83 441)	213	23 280 506
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	61 642 372	161	(395 570)	188	36 246	215	61 210 556
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	2 102 297	163		190	142 500	217	1 959 797
Ameublement et équipement de bureau	136	2 429 598	164	107 325	191	(78 196)	218	2 615 119
Machinerie, outillage et équipement divers	137	6 541 776	165	71 142	192	450 096	219	6 162 822
Terrains	138	5 572 010	166		193		220	5 572 010
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>202 751 053</u>	168	<u>1 810 136</u>	195	<u>530 248</u>	222	<u>204 030 941</u>
Immobilisations en cours	141	<u>652 704</u>	169	<u>334 029</u>	196	<u>90 752</u>	223	<u>895 981</u>
	142	<u>203 403 757</u>	170	<u>2 144 165</u>	197	<u>621 000</u>	224	<u>204 926 922</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	4 863 866	171	703 829	198		225	5 567 695
Eaux usées	144	6 152 357	172	863 508	199		226	7 015 865
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	16 594 751	173	2 310 451	200		227	18 905 202
Autres	146	6 311 838	174	940 907	201		228	7 252 745
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	7 307 794	176	1 982 558	203		230	9 290 352
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	1 045 634	178	153 472	205	127 500	232	1 071 606
Ameublement et équipement de bureau	151	1 230 811	179	233 440	206		233	1 464 251
Machinerie, outillage et équipement divers	152	1 934 676	180	363 802	207	442 900	234	1 855 578
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>45 441 727</u>	182	<u>7 551 967</u>	209	<u>570 400</u>	236	<u>52 423 294</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>157 962 030</u>					237	<u>152 503 628</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249	959 458	1 093 801
Autres	250	453 875	453 875
	251	1 413 333	1 547 676
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	1 413 333	1 547 676
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Autres	254	104 833	40 062
-	255		
-	256		
Autres			
- Dépenses reportées	257		4 533
-	258		
	259	104 833	44 595
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	<u>269</u>

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	<u>281</u>		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 296
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<hr/> 302		
	<hr/> 303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 6 264 859 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2018	2 957 229 \$
2019	1 358 638 \$
2020	994 211 \$
2021	818 384 \$
2022	136 397 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2017
Location de photocopieurs	2020	12 729 \$
Contrat nettoyage puisards	2018	47 560 \$
Contrat matériaux abrasifs	2019	356 738 \$
Contrat matières résiduelles	2022	3 273 538 \$
Assurances collectives	2018	376 998 \$
Location stade de soccer	2018	114 976 \$
Contrat lignes téléphoniques	2020	141 026 \$
Contrat de déneigement	2019	315 595 \$
Contrat Journal municipal	2019	108 904 \$
Déneigement patinoires	2020	223 460 \$
Contrat piscines	2018	160 965 \$
Honoraires auditeurs	2020	131 071 \$
Honoraires plan urbanisme	2018	95 600 \$
Gestion offre de services Loisirs	2020	153 020 \$
Services professionnels	2018	421 086 \$
Location d'entrepôt	2019	61 979 \$
Contrôle animalier	2018	84 507 \$
Travaux et location d'équipement	2017	86 545 \$
Contrat matériaux granulaires	2018	98 562 \$

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

b) Auto-assurance

La Ville a établi un programme d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire, pour une période de vingt-sept semaines. Les dix-sept premières semaines font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

c) Poursuites

Au 31 décembre 2017, les réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à près de 850 000\$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres*Protection de l'environnement*

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Contestations d'évaluation

Des contribuables non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2011 à 2017. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 180 299 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Flux de trésorerie

Les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 202 131 \$ (302 421 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016). Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 3 965 218 \$ (4 039 381 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016).

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Éventualités

La Direction générale de la Ville et le ministère procèdent depuis mars 2015 à une enquête interne de procédures administratives et financières de la Ville. Selon l'évolution actuelle de l'enquête interne, des irrégularités et des illégalités ont été soulevées et celles-ci seraient susceptibles d'avoir des incidences sur la situation financière de la Ville. À la date de mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de déterminer l'issue de ces enquêtes ni la probabilité qu'en résulte une incidence sur les états financiers de la Ville.

28 Frais quote-part d'agglomération

La Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures est actuellement partie à un litige devant la Cour supérieure du Québec concernant la réclamation pour les quotes-parts payées à l'agglomération de la Ville de Québec pour les années 2008 à 2017. Les sommes réclamées sont en expertise et le dépôt du rapport juricomptable et de la demande amendée ont été déposés en septembre 2017, en attente d'une décision du tribunal.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	50 344 442	51 029 175		51 029 175	49 229 965
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 350 000	1 288 195		1 288 195	1 274 726
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 048 300	613 808		613 808	1 228 413
Services rendus	5	1 633 525	1 815 394		1 815 394	1 693 767
Imposition de droits	6	1 562 000	2 353 741		2 353 741	1 980 346
Amendes et pénalités	7	109 200	130 224		130 224	175 859
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	105 500	215 395		215 395	250 004
Autres revenus	10	2 935 000	4 518 886		4 518 886	3 778 363
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	59 087 967	61 964 818		61 964 818	59 611 443
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 935 000	1 216 321		1 216 321	444 946
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		(218 347)		(218 347)	(34 570)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	1 935 000	997 974		997 974	410 376
	21	61 022 967	62 962 792		62 962 792	60 021 819
Charges						
Administration générale	22	33 124 382	30 270 999	305 621	30 576 620	29 641 794
Sécurité publique	23	220 344	203 573		203 573	223 030
Transport	24	6 141 564	3 975 585	3 297 974	7 273 559	6 443 879
Hygiène du milieu	25	1 821 839	1 612 936	1 640 007	3 252 943	3 056 387
Santé et bien-être	26	98 990	152 675	87 884	240 559	339 693
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 378 245	2 761 429	45 609	2 807 038	1 117 241
Loisirs et culture	28	4 885 236	6 456 908	2 174 872	8 631 780	8 292 780
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	4 840 799	3 921 409		3 921 409	4 227 118
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		7 551 967	(7 551 967)		
	33	52 511 399	56 907 481		56 907 481	53 341 922
Excédent (déficit) de l'exercice	34	8 511 568	6 055 311		6 055 311	6 679 897

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 511 568	6 055 311	6 679 897
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 935 000 ) (	997 974 ) (	410 376)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 576 568	5 057 337	6 269 521
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		7 551 967	7 528 078
Produit de cession	5		88 399	9 349
(Gain) perte sur cession	6		(37 799)	(9 349)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		7 602 567	7 528 078
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		1 636 005	182 571
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		1 636 005	182 571
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 096 600 ) (	6 226 111 ) (	6 121 449)
	18	(6 096 600)	(6 226 111)	(6 121 449)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	545 000 ) (	561 121 ) (	569 660)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	900 000		
Excédent de fonctionnement affecté	21		900 000	(173 086)
Réserves financières et fonds réservés	22	(833 526)	(296 456)	(246 047)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			19 871
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(478 526)	42 423	(968 922)
	26	(6 575 126)	3 054 884	620 278
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 442	8 112 221	6 889 799

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	997 974	410 376
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(354 375)	(430 655)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(1 750 001)	(941 635)
Hygiène du milieu	5	(302 167)	(241 839)
Santé et bien-être	6	(27 028)	(394)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(7 199)	(32 669)
Loisirs et culture	8	(296 605)	(649 892)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(2 144 165)	(2 297 084)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(1 501 662)	(61 373)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	920 000	5 729 330
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	561 121	569 660
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 501 662	
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	316 117	
	18	2 378 900	569 660
	19	(346 927)	3 940 533
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	651 047	4 350 909

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
Rémunération	1	8 884 699	7 902 882	7 034 047
Charges sociales	2	2 221 126	1 652 549	1 515 705
Biens et services	3	10 831 595	10 351 525	7 736 363
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	4 462 000	2 946 009	2 945 332
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	6		459 888	785 783
D'autres tiers	7		494 647	302 628
Autres frais de financement	8	378 799	20 865	193 375
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	25 487 900	25 350 044	24 991 746
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	177 100	193 339	152 564
Amortissement des immobilisations	14		7 551 967	7 528 078
Autres				
- Mauvaises créances	15		(103 438)	100 539
- Réclamation de dommages	16	64 180	84 624	48 982
- Autres	17	4 000	2 580	6 780
	18	52 511 399	56 907 481	53 341 922

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 516 999	6 025 204
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 170 417	4 670 286
Réserves financières et fonds réservés	3	3 257 368	1 558 398
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5	3 012 871	2 361 822
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	58 366 480	58 653 114
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	79 324 135	73 268 824
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 516 999	6 025 204
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	5 516 999	6 025 204
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Vente terrains parc industriel	12	2 340 510	628 086
- Déficit éventuel	13	1 942 200	3 142 200
- Budget 2018	14	300 000	900 000
- Remboursement dette ville	15	1 668 085	
- Intérêts à recevoir sur transf	16	935 000	
- Remboursement taxes de secteur	17	170 000	
- Financement projets en cours	18	614 622	
- Centre communautaire J-M Roy	19	1 200 000	
-	20		
	21	9 170 417	4 670 286
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	9 170 417	4 670 286
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Infrastructures Reg 2017-537	27	1 727 592	
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 727 592	
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 035 852	1 109 013
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	493 924	449 385
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 529 776	1 558 398
	48	3 257 368	1 558 398

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	4 172 141	3 966 069
Investissements à financer	83 (	1 159 270 ) (	1 604 247)
	84	3 012 871	2 361 822
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	152 503 628	157 962 030
Propriétés destinées à la revente	86	1 413 333	1 547 676
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	153 916 961	159 509 706
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	153 916 961	159 509 706
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	118 933 844 ) (	124 664 969)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	969 062 ) (	1 376 249)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	24 352 425	25 184 626
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	95 550 481 ) (	100 856 592)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	95 550 481 ) (	100 856 592)
	101	58 366 480	58 653 114

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017		2016
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 2

Description des régimes et autres renseignements

Lors de la défusion le 1er janvier 2006, des employés de la Ville de Québec ont été transférés à la nouvelle Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. L'obligation du nouvel employeur était de conférer des avantages sociaux équivalents aux employés transférés.

Au courant de l'année 2007, un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié a été instauré pour certaines catégories d'emplois (manuels, brigadiers scolaires et surveillants). Le 1er mars 2009, un nouveau régime de retraite pour le groupe des fonctionnaires est créé. Le taux de l'employé et l'employeur est de 7 %. La Ville a cessé de cotiser au régime de retraite de la Ville de Québec pour un employé cadre selon les exigences du décret de défusion, suite à son départ à la retraite en 2016.

La Ville a transféré le régime de retraite simplifié pour la catégorie des employés surveillants et brigadiers scolaires au cours de l'année 2015 dans un régime volontaire d'épargne-retraite.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106	251 708	244 868

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER individuel et un REER collectif pour ses employés cadres.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	214 587	179 621

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Cotisations des élus au RREM	112 <u>4 044</u>	<u>6 082</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	113 13 628	22 916
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	
	115 <u>13 628</u>	<u>22 916</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	119 902 906
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 159 270
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	4 502 519
Débiteurs	8	24 352 425
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 172 141
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	88 035 091
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	88 035 091
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	136 457
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	88 171 548
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	37 443 359
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	37 443 359

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	125 614 907
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	45 525 893	43 682 342
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	837 944	32 954
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	46 363 837	43 715 296
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	1 217 374	1 244 469
Égout	11	1 105 519	1 182 724
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	2 311 137	2 260 399
Autres			
-Autres	14	31 308	
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18		827 077
Activités de fonctionnement	19		
Activités d'investissement	20		
	21	4 665 338	5 514 669
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	22		
Autres	23		
	24		
	25	4 665 338	5 514 669
	26	51 029 175	49 229 965

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	35 524	34 527
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	35 524	34 527
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	37 945	37 946
Cégeps et universités	33	679 688	651 138
Écoles primaires et secondaires	34	534 858	551 530
	35	1 252 491	1 240 614
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 288 015	1 275 141
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	180	(415)
	50	180	(415)
	51	1 288 195	1 274 726

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	5 067	
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56	11 100	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	46 971	162 546
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	4 200	40 270
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	68 156	91 725
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	68 156	105 152
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	56 106	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79	89 632	81 647
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	2 500	411 138
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	73 295	80 122
Autres	88	48 281	59 000
Réseau d'électricité	89		
	90	473 464	1 031 600

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	712 213	(24 275)
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		(6 367)
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		358
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	40 042	(9 512)
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	111 424	484 742
Activités culturelles			
Bibliothèques	126	352 642	
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	1 216 321	444 946

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	140 344	
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		196 813
	138	140 344	196 813
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 830 129	1 673 359

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	22 153	(5 946)
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	22 153	(5 946)
Réseau d'électricité			
	180		
	181	22 153	(5 946)

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184	21 713	2 113
	185	21 713	2 113
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192	150 181	127 621
Autres	193		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198	7 142	
	199	157 323	127 621
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	200		
Traitement des eaux usées	201		
Réseaux d'égout	202		
Réseaux résiduelles	203	193 139	110 305
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210	193 139	110 305
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215	143 188	117 539
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219	143 188	117 539
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220	1 266 838	1 342 135
Activités culturelles			
Bibliothèques	221	11 040	
Autres	222		
	223	1 277 878	1 342 135
Réseau d'électricité	224		
	225	1 793 241	1 699 713
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 815 394	1 693 767

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	221 020	180 573
Droits de mutation immobilière	228	2 132 280	1 799 578
Droits sur les carrières et sablières	229		
Autres	230	441	195
	231	2 353 741	1 980 346
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232	130 224	175 859
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234	215 395	250 004
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	37 799	9 349
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236	4 340 226	3 699 738
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240		
Autres contributions	241		
Autres	242	(77 486)	34 706
	243	4 300 539	3 743 793
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	461 181		461 181	495 650
Greffe et application de la loi	2	1 141 659		1 141 659	1 012 058
Gestion financière et administrative	3	27 704 283	305 621	28 009 904	27 458 285
Évaluation	4	114 986		114 986	121 261
Gestion du personnel	5	720 635		720 635	554 540
Autres					
- Autres	6	128 255		128 255	
-	7				
	8	30 270 999	305 621	30 576 620	29 641 794
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	239		239	857
Sécurité incendie	10				857
Sécurité civile	11	6 177		6 177	6 106
Autres	12	197 157		197 157	215 210
	13	203 573		203 573	223 030
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 265 281	3 053 442	4 318 723	4 178 961
Enlèvement de la neige	15	2 323 079	244 532	2 567 611	1 934 112
Éclairage des rues	16	259 984		259 984	228 269
Circulation et stationnement	17	126 922		126 922	102 537
Transport collectif					
Transport en commun	18	319		319	
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 975 585	3 297 974	7 273 559	6 443 879

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017			Réalizations
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	2016
		de l'amortissement	l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	860		860	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	457 434	737 700	1 195 134	1 108 826
Traitement des eaux usées	25		57 870	57 870	57 687
Réseaux d'égout	26	308 370	808 071	1 116 441	1 106 129
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	26 330	36 366	62 696	418 059
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	19 807		19 807	176 601
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				68 240
Traitement	32				
Matériaux secs					
Autres	34				20 000
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau	37	2 415		2 415	27 031
Protection de l'environnement	38	797 720		797 720	73 814
Autres	39				
	40	1 612 936	1 640 007	3 252 943	3 056 387
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	4 774		4 774	84 008
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	147 901	87 884	235 785	255 685
	44	152 675	87 884	240 559	339 693
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 015 545	8 386	1 023 931	691 970
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	1 745 884	37 223	1 783 107	425 271
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	2 761 429	45 609	2 807 038	1 117 241

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 095 613	1 074 852	3 170 465	2 863 822
Patinoires intérieures et extérieures	54	725 752	479 288	1 205 040	1 552 283
Piscines, plages et ports de plaisance	55	969 245	272 320	1 241 565	1 423 760
Parcs et terrains de jeux	56	504 169	184 551	688 720	1 148 490
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	15 224		15 224	
	60	4 310 003	2 011 011	6 321 014	6 988 355
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	241 059		241 059	
Bibliothèques	62	875 149	78 082	953 231	910 052
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	435 734	85 779	521 513	367 138
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	594 963		594 963	27 235
	66	2 146 905	163 861	2 310 766	1 304 425
	67	6 456 908	2 174 872	8 631 780	8 292 780
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	3 900 544		3 900 544	4 033 743
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	20 865		20 865	193 375
	73	3 921 409		3 921 409	4 227 118
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	7 551 967	(7 551 967)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A122005
140, Grande Allée Est, Bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2018-05-01

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	144 594	58 179
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	143 365	147 756
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 393 972	672 198
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	545 091	96 633
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	(358 094)	608 340
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	204 095	519 019
Machinerie, outillage et équipement divers	19	71 142	194 959
Terrains	20		
Autres	21		
	22	2 144 165	2 297 084

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	144 594	58 179
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	143 365	147 756
Autres infrastructures	27	1 939 063	768 831
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	(82 857)	1 322 318
	34	2 144 165	2 297 084

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35	34 974	46 243
Charges sociales	36	7 100	10 639
Biens et services	37	2 102 091	2 240 202
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	2 144 165	2 297 084

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 077 471		(3 425 048)	4 502 519
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 090 491		895 100	7 195 391
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	91 688 630	920 000	8 756 059	83 852 571
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	100 856 592	920 000	6 226 111	95 550 481
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	25 184 626		832 201	24 352 425
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	25 184 626		832 201	24 352 425
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	25 184 626		832 201	24 352 425
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	25 184 626		832 201	24 352 425
	19	126 041 218	920 000	7 058 312	119 902 906
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	126 041 218	920 000	7 058 312	119 902 906

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	25 350 044	24 991 746
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	25 350 044	24 991 746

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	22,41	35,00	40 576,14	2 166 538	514 934	2 681 472
Professionnels	2	8,04	35,00	14 522,25	497 013	131 224	628 237
Cols blancs	3	52,67	35,00	94 250,22	2 363 563	437 897	2 801 460
Cols bleus	4	44,59	40,00	96 866,16	2 708 548	543 239	3 251 787
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	127,71		246 214,77	7 735 662	1 627 294	9 362 956
Élus	9	7,00			202 194	32 355	234 549
	10	134,71			7 937 856	1 659 649	9 597 505

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	68 156				68 156
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	68 156	40 042			108 198
Autres	16	382 797	1 176 279	5 067	89 632	1 653 775
	17	519 109	1 216 321	5 067	89 632	1 830 129

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	60 782	65 520
	4	60 782	65 520
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	49 018	52 839
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	49 018	52 839
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 396 022	1 504 854
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	97 251	104 833
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 493 273	1 609 687
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	59 213	63 829
Réseau de distribution de l'eau potable	17	516 057	556 289
Traitement des eaux usées	18	132 936	143 299
Réseaux d'égout	19	856 828	923 625
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	1 565 034	1 687 042
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	99 996	107 792
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	134 896	145 413
Autres	34		
	35	234 892	253 205
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	155 288	262 081
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	119 995	167 394
Autres	38	243 127	129 350
	39	518 410	558 825
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 921 409	4 227 118

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Denis Côté	7 852	7 319
Lise Lortie	4 540	7 453
Guy Marcotte	6 513	6 649
Louis Potvin	4 272	7 319
Fance Émond Hamel	22 718	7 319
Sylvain Juneau	65 758	16 117
Raynald Brulotte	16 245	8 122
Annie Godbout	2 990	1 495
Jean Simard	1 651	825
Yanick Lebrasseur	1 383	691
Marcel Desroches	1 651	825
Jonathan Palmaerts	1 651	825

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	2 000 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 47 937 033

Taxes spéciales

Service de la dette 2 387 524

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5 21 860

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 48 346 417

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 1 075 000

Égout 11 1 030 000

Traitement des eaux usées 12

Matières résiduelles 13 2 407 000

Autres

- 14

- 15

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17

Service de la dette 18 778 170

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 5 290 170

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 5 290 170

26 53 636 587

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	38 000
Cégeps et universités	7	647 000
Écoles primaires et secondaires	8	528 000
	9	1 213 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 213 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 213 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 602 110 731	X 5 1,0260 /100\$	6 26 697 656				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 56 492 300	X 8 1,0670 /100\$	9 602 773				
Immeubles non résidentiels	10 309 316 504	X 11 3,7546 /100\$	12 11 613 597				
Immeubles industriels	13 194 799 000	X 14 3,7471 /100\$	15 7 299 313				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 53 546 600	X 20 2,0520 /100\$	21 1 098 776				
Immeubles agricoles	22 58 529 552	X 23 1,0260 /100\$	24 600 513				
Total			25 47 912 628	26 ()	27 ()	28 24 405	29 47 937 033
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 2 602 110 731	X 34 0,0083 /100\$	35 215 975				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 56 492 300	X 37 0,0086 /100\$	38 4 858				
Immeubles non résidentiels	39 309 316 504	X 40 0,0303 /100\$	41 93 723				
Immeubles industriels	42 194 799 000	X 43 0,0303 /100\$	44 59 024				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48 53 546 600	X 49 0,0166 /100\$	50 8 889				
Immeubles agricoles	51 58 529 552	X 52 0,0083 /100\$	53 4 858				
Total			54 387 327	55 ()	56 ()	57 197	58 387 524

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 2 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 7 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 167	0,2815	2	
Taxe de secteur-parc industriel phase 1	0,0577	2	
Règlement 1019-95	3,7000	4	
Règlement 1027-95	548,2500	4	
Règlement 1090-96	0,0051	2	
Règlement 1093-96	289,0300	4	
Règlement 1094-96	450,7100	4	
Règlement 1210-99	527,6600	4	
Règlement 2000-1233	237,0600	4	
Règlement 2000-1250	246,3900	4	
Règlement 2000-1253	0,0262	2	
Règlement 2000-1253	0,8587	2	
Règlement 2000-1253	1 205,2800	4	
Règlement 2000-1253	1 172,9800	4	
Règlement 2000-1266	208,5000	4	
Règlement 2000-1306	554,6900	4	
Règlement 2000-1310	568,0800	4	
Règlement 2000-1319	0,1900	1	
Règlement 2000-1320	717,0800	4	
Règlement 2000-1340	910,5200	4	
Règlement M04-0705	32,9200	2	mètre carré moyen
Règlement REGVAD 2006-009	789,4100	4	
Règlement REGVAD 2008-097	0,3000	1	
Règlement REGVAD 2008-111	1 044,3600	4	
Règlement REGVAD 2008-129	286,1000	4	
Règlement REGVAD 2011-269	1 499,9800	7	chaque 4K m2 constructi
Règlement REGVAD 2011-278	3 011,2500	4	
Règlement REGVAD 2011-278	2 285,4600	4	
Règlement REGVAD 2011-278	2 764,1800	4	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement REGVAD 2009-143	964,0500	4	
Règlement REGVAD 2012-313	23,5100	7	unité résidentielle
Règlement REGVAD 2012-328	681,2100	7	entrée de service
Règlement REGVAD 2014-417	825,0300	7	entrée de service
Taxe de secteur déneigement rue Vitrier	12,0000	3	mètre linéaire en front

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	53 636 587
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	24 602
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 851 590
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	39 760 395

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	3 274 794 687
--	-----------	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	11,2141 /100 \$
--	-----------	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	11 731 922	7 358 337		1 107 665	607 631	605 371
De secteur	2	17 240					
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	87 123	73 269		1 859		
Autres	5	476 580	530 050			235 540	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	12 312 865	7 961 656		1 109 524	843 171	605 371

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	26 913 631			48 324 557
De secteur	10	4 620			21 860
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	615 919			778 170
Autres	13	3 269 830			4 512 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	30 804 000			53 636 587

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	409 708 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	48 653 579 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	6 200 415 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	4 899 440 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	300 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 200, Route Fossambault
(no) (rue)
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures G3A 2E3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 878-4662
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel josee.larocque@ville.st-augustin.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Josée Larocque, CPA, CA

Téléphone (418) 878-4662
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel josee.larocque@ville.st-augustin.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thorton SENCRL

Titre Comptable Professionnels Agréés

Adresse 140, Grande Allée Est, Bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 647-3151
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 647-5939
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher, CPA auditeur, CMA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Josée Larocque , atteste que le rapport financier de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Augustin-de-Desmaures .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 6 055 311 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1961 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-08 10:44:38

Date de transmission au Ministère : 2018/05/08